



# LE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE

## 1 Qu'est-ce que la protection sociale ?

La protection sociale désigne tous les mécanismes de prévoyance collective permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des « **risques sociaux** » : maladie, chômage, vieillesse, maternité, accidents du travail...

## 2 Un système souvent remis en cause

Notre système de protection sociale est régulièrement menacé en raison des déficits durables de certaines branches, même si, aujourd'hui, la sécurité sociale a réduit son déficit de manière drastique. Cette situation de déficit chronique amène régulièrement des remises en cause de ce système dans sa générosité et dans son financement.

Depuis 2008 et la crise économique majeure que connaît l'Europe, le problème du financement se pose de manière encore plus aiguë et a entraîné des réformes importantes comme celle des régimes généraux de retraites.

## 3 Quels sont les risques couverts ?

La protection sociale en France s'organise autour de **trois systèmes** :

- la **sécurité sociale** qui comprend elle-même **quatre branches** :
  - l'assurance maladie-accidents du travail,

- la branche famille qui couvre les risques de maternité et famille,
- la branche retraites,
- la branche recouvrement qui se charge de collecter les cotisations ;
- l'**assurance chômage** qui couvre les risques liés à la perte d'emploi ;
- la branche exclusion et pauvreté communément appelée « **aide sociale** »

## 4 Le financement de la protection sociale

En dehors de la branche exclusion et pauvreté, la protection sociale est financée par les **cotisations sociales** versées par l'ensemble des actifs. Il s'agit donc d'un droit acquis où chacun participe en fonction de ses **moyens** (% du salaire) mais reçoit en fonction de ses **besoins**.

À l'inverse, l'aide sociale fonctionne sur le **principe de la solidarité** où la collectivité nationale prend en charge les plus démunis grâce aux impôts.

Donc notre système de protection sociale repose à la fois sur une **logique d'assurance** qui implique des cotisations pour ouvrir des droits et une **logique d'assistance** qui ne nécessite pas de cotisations de la part des bénéficiaires.

Les différentes couvertures	Les acteurs	
Couverture de base	Sécurité sociale	Assurance chômage
Couverture complémentaire	Régimes complémentaires de retraites	Assurances mutuelles
	Institutions de prévoyance	Assurances privées lucratives
Aide sociale	État	Collectivités locales

## 5 Les principales aides sociales

- La **protection universelle maladie (PUMA)** est entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et remplace la couverture maladie universelle (CMU) en vigueur depuis 1999. Cette réforme garantit à toute personne qui travaille ou réside en France de manière stable et régulière un droit à la prise en charge de ses frais de santé à titre personnel et de manière continue tout au long de la vie.
- La **couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)** équivaut à une mutuelle santé complémentaire.

- L'**assistance médicale d'État (AME)**. Elle permet l'accès aux soins des personnes étrangères résidant en France depuis plus de 3 mois, mais qui sont en situation irrégulière.
- Le **revenu de solidarité sociale (RSA socle)** est versé aux personnes d'au moins 25 ans, sans activité professionnelle, sous condition de recherche active d'emploi ou d'inscription dans un parcours d'insertion pour résoudre les problèmes qui freinent l'accès à l'emploi. Il est également ouvert aux personnes âgées de 18 à 24 ans si elles sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle.
- La **prime d'activité**, versée mensuellement, permet aux personnes qui ont une activité professionnelle de compléter leur salaire s'il est insuffisant pour atteindre un montant minimum garanti. Elle a pour objectif d'aider les travailleurs pauvres et de favoriser le retour à l'emploi des personnes bénéficiant du RSA socle.

## 6 De nécessaires mesures pour pérenniser le système

Le principal problème de la protection sociale est son financement. L'État a plusieurs possibilités pour faire face aux déficits : **augmentation des cotisations, recherche d'économie de fonctionnement et diminution des prestations.**

La réforme des retraites est un des éléments de cette politique (durée de cotisations de 43 ans, âge de départ à 62 ans).

Pour résorber le déficit de l'assurance maladie, un certain nombre de dispositions ont été prises :

- du **côté des patients**, on trouve notamment l'obligation d'avoir recours aux médicaments génériques, l'institution du parcours de soin (obligation de passer par le médecin référent pour consulter un spécialiste), l'instauration de franchises sur les remboursements de médicaments, d'actes paramédicaux et des transports. Il y a également de plus en plus de contrôles du bienfondé des arrêts maladie et des déremboursements de certains médicaments considérés comme « de confort » ;
- du **côté des professionnels de santé**, on trouve un contrôle plus strict de l'augmentation des prescriptions médicales, une réorganisation des services hospitaliers pour rationaliser la gestion des soins et faire des économies de fonctionnement ;
- du **côté des pouvoirs publics**, on augmente les recettes destinées au financement de la sécurité sociale par le biais de nouveaux impôts comme la taxe sur les boissons sucrées ou l'élargissement des revenus soumis à la CSG et l'augmentation de son taux (1,1 % en 1990 contre 7,5 % en 2014 sur les revenus du travail).

## 7 Quel avenir ?

Les perspectives d'avenir pour la protection en France restent fragiles du fait de la crise économique qui a pour conséquence une baisse sensible des recettes pour la protection sociale accompagnée d'une augmentation des besoins (chômage, vieillissement de la population, précarité...).

De plus, de nouvelles dépenses importantes sont à prévoir en France en raison du vieillissement de la population qui risque d'entraîner des coûts très importants pour la collectivité notamment en ce qui concerne le **risque de dépendance** (dépenses liées à la perte d'autonomie et au handicap) pour laquelle il avait été question de créer une 5<sup>e</sup> **branche** de la sécurité sociale.

**Thèmes associés** : le régime de retraite. Le vieillissement de la population. Le chômage. La précarité et l'exclusion

**Questions associées** : notre système de protection est-il viable à long terme ?

**Pour aller plus loin** :

- [vosdroits.service-public.fr/particuliers](https://vosdroits.service-public.fr/particuliers)
- [www.youtube.com/watch?v=Z0IPxLcD\\_fA](https://www.youtube.com/watch?v=Z0IPxLcD_fA), un dessin animé sur la protection sociale en France